

FRANÇOIS.

Tout en faisant claquer mon fouet, en conduisant mes chevaux, j'ai aperçu certaines choses qui m'annoncent que nous ne resterons pas ici...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah! ah! vous allez donc repartir... J'ai donc raison.

FRANÇOIS.

Vous ne me comprenez pas, mon cher, nous resterons ici et nous ne resterons pas ici, ce qui veut dire, puisqu'il faut vous expliquer la chose, que nous allons emménager sur le boulevard de la Madeleine... là, vous savez bien où il y a des factionnaires, à l'ancien hôtel Wagram.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Au ministère des affaires étrangères?

FRANÇOIS.

Tout juste, mon cher, vous l'avez enfin deviné; c'est fort heureux... mais vous ne devinerez pas non plus comment j'ai découvert cela.. Dans notre traversée sur le paquebot, le prince était d'une douceur, d'une gaité! si vous aviez vu sa physionomie, comme moi, vous auriez dit: « Le prince est enfin ministre des affaires étrangères! »

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous pourriez bien avoir raison.

FRANÇOIS.

Ah! je parie que... mais tenez, mon cher, allez m'attendre chez le marchand de vin du coin, et je vous conterai tout cela au long; à condition que vous paierez bouteille...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

C'est tout naturel; sans adieu, maître François; je vais au rendez-vous, mais ne vous faites pas trop long-temps attendre. Nous boirons du vin à vingt, à la santé du nouveau ministre... et à la nôtre, mon camarade!

SCÈNE IV.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

M. DE POLIGNAC, *seul.*

Le sommeil m'a fait du bien! Comme il est doux de se réveiller ministre! Quelle sensation profonde va produire ma nomination! ce pauvre ministère Martignac ne s'en doute pas encore, j'en suis sûr! ils sont tous, moins deux cependant, à rêver des projets de loi pour la prochaine session, des améliorations, des modifications pour flatter l'opinion publique! Bonnes gens qui croient qu'il faut absolument avoir pour soi l'opinion publique,

lorsqu'on veut gouverner!... Ah! je leur prouverai bien le contraire!... Voyons, il s'agit maintenant de former un ministère au grand complet... La marine, la guerre, les finances... Pourquoi ne réunirais-je pas tout cela?... Trois ou quatre portefeuilles dans une même main! est-ce si difficile à porter! Mais il n'est pas encore temps d'essayer mes forces de cette manière! Il me faut six hommes, aujourd'hui... ces six hommes seront mes créatures; instrumens dociles de ma volonté... ils feront, j'espère, tout ce que je voudrai, sinon...

(Un domestique entre, s'approche de M. de Polignac et lui annonce mystérieusement l'arrivée d'une personne qui demande à parler au duc; celui-ci fait signe pour qu'on l'introduise.)

Un écrivain monarchique! un défenseur des bons principes!... Je suis bien aise de causer avec lui... Cette opinion publique, dont on nous menace toujours, nous la connaissons, enfin!

(Un monsieur entre; c'est le rédacteur en chef d'un journal apostolique.)

LE JOURNALISTE.

Je me rends, monseigneur, à votre honorable invitation; permettez-moi de vous témoigner toute ma reconnaissance pour l'insigne faveur...

M. DE POLIGNAC.

Eh bien! monsieur, que dit-on de moi dans les

gazettes?... Je ne lis pas les gazettes, moi, et je n'aime pas les gazetiers, je dois d'abord vous le dire... Les gazetiers ont fait la révolution!... La presse périodique, l'imprimerie ont causé la chute du trône et de l'autel... Mais je sais faire des exceptions, distinguer les bonnes gazettes des mauvaises; et votre journal a droit à toute mon estime!

LE JOURNALISTE.

Nous nous efforcerons toujours de la mériter, monseigneur.

M. DE POLIGNAC.

Voyons, que dit-on de moi dans les gazettes?

LE JOURNALISTE.

Les unes disent que vous arriverez incessamment au ministère, que vous aurez la présidence du conseil, et que vous nettoierez les étables d'Augias.

M. DE POLIGNAC.

Les étables d'Augias! c'est du grec, cela, Dieu me pardonne! Mais quel rapport les étables d'Augias, puisque Augias il y a...

LE JOURNALISTE.

Ah! je conçois, monseigneur, que vous ignoriez ces fadaïses de la mythologie...

M. DE POLIGNAC.

Je suis un bon catholique, et je laisse la mythologie aux payens de libéraux qui n'ont ni foi ni loi.

LE JOURNALISTE.

Vous avez sans doute entendu parler, monseigneur, des douze travaux d'Hercule; au nombre de ces travaux, on comprend la tâche difficile...

M. DE POLIGNAC.

J'y suis maintenant... Alors semblable à Hercule qui a nettoyé les étables d'Augias... alors, vive la comparaison!... Je crois même que plusieurs de mes aïeux se nommaient Hercule de Polignac.

LE JOURNALISTE.

Tous les noms de héros ont toujours convenu aux membres de votre famille; ils se sont toujours montrés dignes de les porter, et Jules César n'aurait pas désavoué...

M. DE POLIGNAC.

Ah! monsieur le journaliste, finissez donc.... vraiment vous êtes trop aimable, vous me reconciliez avec tous les gazetiers et toutes les gazettes. Mais que disent les libéraux?

LE JOURNALISTE.

Ils ont l'air de douter de votre élévation à la présidence du conseil, ou plutôt ils en nient la possibilité. Ce serait, disent-ils, un soufflet (pardonnez-moi cette expression épouvantable) à l'opinion publique.

M. DE POLIGNAC.

Ah! toujours cette opinion publique! ils verront quel cas j'en fais. Ils disent cela aujourd'hui, ces messieurs, nous verrons ce qu'ils diront demain. Mais j'ai besoin de renseignemens positifs, afin de dissiper des incertitudes, de lever quelques scrupules, relativement à cette opinion publique dont on fait toujours un ridicule épouvantail. Pourriez-vous me dire au juste le nombre des abonnemens des différens journaux publiés à Paris? Cette question ne saurait vous embarrasser.

LE JOURNALISTE.

Non, monseigneur, mais malheureusement...

M. DE POLIGNAC.

Il est temps que la vérité soit enfin connue; on verra enfin que nous sommes les plus nombreux, les plus forts, et le chiffre est pour nous... n'est-ce pas?

LE JOURNALISTE.

Hélas! monseigneur, je puis, je dois vous parler franchement... Mais le peuple français est bien gangrené.... la gangrène révolutionnaire a fait d'horribles progrès, et le cadavre social est bien près de tomber en dissolution...

M. DE POLIGNAC.

Je le sais, mais enfin la partie lisante, éclairée,

la partie notable de la nation, est abonnée aux bons journaux?...

LE JOURNALISTE.

Notre journal compte trois mille deux cents abonnés, et c'est le seul véritable représentant de l'opinion vraiment monarchique.

M. DE POLIGNAC.

Trois mille deux cents! Vous m'effrayez, monsieur; comment! votre gazette ne compte que trois mille deux cents abonnés? alors les feuilles libérales en ont bien peu.

LE JOURNALISTE.

Hélas! monseigneur, faut-il vous le dire? à la honte de notre siècle, les abonnemens aux feuilles démagogiques; philosophiques, s'élèvent à plus de quatre-vingt mille!

M. DE POLIGNAC.

C'est épouvantable! quatre-vingt mille abonnemens!... Êtes-vous bien sûr de ce que vous me dites là, mon cher monsieur?

LE JOURNALISTE.

Oui, monseigneur... mais c'est une confidence que je ne fais qu'à vous; il ne faut pas initier le public à ces secrets d'intérieur.

M. DE POLIGNAC.

Je conçois le motif... mais nous sommes, mon

cher monsieur, bien loin de compte; trois mille deux cents abonnemens, c'est bien peu! comment arranger cela?... Je ne vois qu'un moyen... parbleu, l'idée est bonne!

LE JOURNALISTE.

Les idées de monseigneur doivent toujours être excellentes.

M. DE POLIGNAC.

Si nous retranchions un zéro des 80,000 abonnemens libéraux pour l'ajouter aux 3,200 abonnemens monarchiques... qu'en dites-vous?

LE JOURNALISTE.

Admirable, monseigneur, admirable!

M. DE POLIGNAC.

Rien de plus facile; par conséquent, au moyen de ce léger changement et d'un trait de plume, nous corrigeons l'injustice du sort, ou plutôt nous remettons tout dans l'ordre naturel et raisonnable.

LE JOURNALISTE.

Nous aurons trente-deux mille abonnemens, et les libéraux n'en auront que huit mille.

M. DE POLIGNAC.

De quel poids notre opinion va peser dans la balance! Alors, muni de cette liste ainsi arrangée, je ne crains plus le chapitre toujours très-long des

objections; que répondre à une semblable majorité?

LE JOURNALISTE.

Rien, monseigneur, rien.

M. DE POLIGNAC.

Eh! bien, maintenant, comment trouvez-vous messieurs les libéraux et jacobins qui me traitent d'imbécile, de niais?...

LE JOURNALISTE.

Monseigneur, ils n'oseraient... oh! ils n'oseraient!

M. DE POLIGNAC.

Laissez donc, mon cher monsieur, je sais cela, mais je m'en moque; ils diront bien d'autres choses incessamment, je m'y attends; ça m'est égal. Pour vous, monsieur, je compte sur votre zèle et sur votre dévouement sans bornes, pour la crise qui se prépare; nous aurons probablement besoin de votre plume; mais vous, de votre côté, vous pouvez compter sur notre reconnaissance.

LE JOURNALISTE.

Monseigneur, vous n'ignorez pas maintenant notre position... Nous n'avons que trois mille deux cents abonnemens, nous ne sommes pas riches, et les sacrifices que nous avons été obligés de faire...

M. DE POLIGNAC.

Je vous entends; vous voudriez une subvention;

c'est trop juste, mais nous réglerons cela une autre fois; d'ailleurs, je n'ai guère le temps de descendre à ces détails...

LE JOURNALISTE.

J'en suis bien persuadé; monseigneur, je vous demande pardon... Mais les sacrifices, les travaux, les frais énormes d'une rédaction telle que la nôtre...

M. DE POLIGNAC, *se levant et montrant la porte au journaliste.*

C'est bon, monsieur; monsieur, nous parlerons de cela une autre fois...

LE JOURNALISTE, *se retirant.*

Monseigneur, voyez-vous, notre désintéressement, nos principes sont connus... et les sacrifices énormes...

M. DE POLIGNAC.

C'est bon, vous dis-je...

LE JOURNALISTE.

Pardou, monseigneur, si je vous parle des sacrifices...

M. DE POLIGNAC, *tournant le dos au journaliste.*

Votre serviteur très-humble, monsieur le journaliste!

(Le journaliste sort et la porte se referme.)

Je croyais que ce diable d'homme-là ne s'en

irait pas ! Il est étonnant avec ses sacrifices et son désintéressement. Oh ! les gazetiers ! les gazetiers ! mais n'oublions pas que nous avons besoin de ces gens-là... jusqu'à ce que nous avons supprimé out-à-fait les gazettes. Oui, à quoi bon tant de trompettes d'irréligion, tant d'échos de scandale, de véhicules de sédition ? un papier public ne suffit-il pas?... Le *Moniteur*, par exemple, peut être utile pour enregistrer les actes de notre administration. Mais songeons d'abord à la formation du ministère, et courons chez l'ami Chabrol.

SCÈNE V.

LE CABINET DE M. DE CHABROL, EX-MINISTRE.

(Il cause avec M. de Polignac.)

M. DE CHABROL.

Impossible de rien obtenir d'eux, mon prince, impossible !

M. DE POLIGNAC.

Quoi, Martignac et Roy, sur qui je croyais pouvoir compter,

M. DE CHABROL.

M. de Martignac dit non, M. Roy dit non ; je n'ai jamais vu un pareil entêtement.

M. DE POLIGNAC.

Eh ! bien, nous nous passerons de ces messieurs ; tant pis pour eux ! Quant à nous, Dieu merci, nous ne serons pas embarrassés pour trouver des gens de bonne volonté.

M. DE CHABROL.

D'abord, nous avons moi...

M. DE POLIGNAC.

Ah ! je connais vos sentimens, vos désirs...

M. DE CHABROL.

Nous avons d'abord moi, comme j'avais l'honneur de vous le dire, mon prince ; ensuite nous avons...

M. DE POLIGNAC.

Mais quelles raisons vous ont donc données MM. de Martignac et Roy pour refuser ainsi mes bontés ?

M. DE CHABROL.

Ils disent qu'ils s'en iront ou resteront avec leurs collègues ; voilà leur ultimatum, leur *sine quâ non*.

M. DE POLIGNAC.

Parlez français, monsieur le comte, car j'ai oublié un peu mon latin, et je n'ai jamais été un latiniste de la force de mon grand-oncle, le cardinal Melchior de Polignac.

M. DE CHABROL.

Sine quâ non signifie tout simplement qu'ils ne veulent pas d'autre arrangement, d'autre condition.

M. DE POLIGNAC.

Eh ! bien, qu'ils s'en aillent, ces messieurs ; maintenant, monsieur le comte, songeons à les remplacer dignement.

M. DE CHABROL.

Nous avons d'abord moi... Oh ! mon prince, je ne suis pas fâché de faire connaissance avec les finances ; j'ai fait mes preuves à la marine, sous Villèle qui était fort content de moi ; maintenant il me faut du nouveau : variété, c'est ma devise.

M. DE POLIGNAC.

Wellington m'a toujours dit beaucoup de bien de vous, monsieur le comte, il est enchanté de la manière dont vous avez dirigé la marine française ; c'est un excellent juge que le duc de Wellington.

M. DE CHABROL.

Comment, mon prince, lord Wellington m'honore de son estime ! Il est vrai que sous mon ministère j'ai fait tout mon possible pour ne pas porter ombrage à l'Angleterre ; j'ai réduit la marine française au strict nécessaire, et si à Navarin nous avons brûlé les vaisseaux de ce pauvre Mahmoud, ce n'a pas été ma faute, je vous jure ; Metternich

me l'a pardonné ; lord Wellington aurait-il été aussi indulgent ?

M. DE POLIGNAC.

Oui, monsieur le comte, tout est oublié... aussi je m'empresse d'accéder à vos désirs. Cependant, vous me conviendriez bien pour la marine, dans le moment actuel...

M. DE CHABROL.

Pardonnez, mon prince, mais je ne puis accepter ce ministère.

M. DE POLIGNAC.

Allons, je me rends à vos raisons ; vous aurez les finances, monsieur le comte. Voilà donc deux portefeuilles de placés ; maintenant passons aux autres... Qui mettrons-nous à la justice ?

M. DE CHABROL.

M. Bourdeau pourrait bien y rester, je pense, et en le pressant un peu...

M. DE POLIGNAC.

Non, je n'en veux pas ; il a trop donné dans le libéralisme sous le ministère Villèle, et d'ailleurs il a ce qu'il lui faut ; il entend parfaitement le système des compensations, M. Bourdeau !

M. DE CHABROL.

Alors, je ne vois pas trop...

M. DE POLIGNAC.

On m'a bien parlé de M. de Courvoisier, mais je ne me soucie pas beaucoup des doctrinaires; le procureur-général de la cour de Lyon est l'ami de Royer-Collard... Ah! monsieur le comte, ne me parlez pas des doctrinaires.

M. DE CHABROL.

Rassurez-vous, mon prince, le procureur-général de Lyon a bien et dûment abjuré les fausses doctrines; il est entièrement converti.

M. DE POLIGNAC.

Il est converti!

M. DE CHABROL.

Oui, et il a donné un gage public et solennel à la bonne cause; il a confié l'éducation de son fils aux jésuites de Fribourg.

M. DE POLIGNAC.

Mais cette conversion est-elle bien sincère? peut-on compter sur lui?

M. DE CHABROL.

Comme sur moi-même, mon prince; M. de Courvoisier est maintenant d'une dévotion tout-à-fait exemplaire; il édifie la ville de Lyon par son zèle tout-à-fait apostolique; il communique, dit-on, tous les huit jours, et l'on dit même qu'il ne procède en toute chose que par des signes de croix.

M. DE POLIGNAC.

Il sera des nôtres!

M. DE CHABROL.

Les méchants, je dois tout vous dire; les méchants répandent le bruit que M. de Courvoisier est atteint d'une sorte de monomanie, ou de folie...

M. DE POLIGNAC.

De folie!... parce qu'il est dévot! Voilà bien les libéraux, les jacobins! M. de Courvoisier sera des nôtres. Passons au ministère de la marine que vous avez refusé: est-il absolument besoin de mettre là un marin?

M. DE CHABROL.

Les marins! ils n'entendent rien à la marine; ces gens-là sont bons pour un abordage, pour une bataille navale; mais hors de leurs bâtimens, une fois à terre, ce sont des hommes incapables, tout-à-fait incapables...

M. DE POLIGNAC.

Cependant j'avais songé à un certain amiral qui a un nom populaire, et qui pourra me seconder dans mes vues; non pas que je veuille lui laisser beaucoup de pouvoir, mais sa réputation m'est nécessaire... et puis il m'est fortement recommandé.

M. DE CHABROL.

C'est différent; mais ma remarque subsiste.

Ah! si je n'avais pas pris les finances, je prendrais la marine, seulement pour neutraliser les recommandations, pour empêcher que mon ancien portefeuille ne tombe dans des mains inhabiles.

M. DE POLIGNAC.

On paraît désirer que Rigny fasse partie du nouveau ministère.

M. DE CHABROL.

L'homme de Navarin! soit; mais tant pis pour la marine.

M. DE POLIGNAC.

Je sais, comme vous, que cette soi-disant victoire de Navarin est une faute politique; mais je dois céder à des considérations. Passons à un autre.

M. DE CHABROL.

Le ministère de l'intérieur est un lot magnifique, et si je n'avais pas pris les finances...

M. DE POLIGNAC.

Que pensez-vous du comte de la Bourdonnaie?

M. DE CHABROL.

Permettez-moi, monsieur le duc, de me récusier, car vous n'ignorez pas que M. de la Bourdonnaie, était un des plus violens détracteurs de l'administration Villèle; c'était un enragé, et pourquoi? parce qu'il n'était pas ministre. Fal-

lait-il, par exemple, que je lui cédasse mon portefeuille?

M. DE POLIGNAC.

Allons, monsieur le comte, abjurez vos rancunes, votre ressentiment. La Bourdonnaie est un homme sûr, qui s'est rendu fameux à la chambre de 1815.

M. DE CHABROL.

Ah! oui, l'invention des catégories lui appartient. Mais, monsieur le duc, encore une fois, je me récusé.

M. DE POLIGNAC.

Je devine le motif de votre répugnance; vous craignez que le choix de monsieur de la Bourdonnaie me fasse jeter les hauts cris; les libéraux, en apprenant sa nomination, vont ressusciter 1815, pour prouver que le nouveau ministre de l'intérieur est un homme de parti, un homme violent. Je m'y attends, mais j'ai besoin sur ma liste d'une ou de deux excellences qui attirent sur elles tous les brocards, toutes les déclamations, toutes les injures; la Bourdonnaie est généralement haï, donc il me convient; et puis c'est un entêté, donc il me convient.

M. DE CHABROL.

Alors, il me convient aussi; je comprends vos raisons, mais au moins, pour la guerre, nous choi-

sirons quelqu'un dont la nomination ne choque aucun parti. On pourrait, à la rigueur, prendre un autre de Caux, un personnage inoffensif, et même parmi les vieux maréchaux, il y en a plus d'un qui ferait notre affaire.

M. DE POLIGNAC.

Les maréchaux ! ah ! ne me parlez jamais, monsieur le comte, ne me parlez jamais d'eux ! Il n'y en avait qu'un seul qui méritât ce portefeuille ; mais, hélas ! il vient de mourir.

M. DE CHABROL.

Serait-ce par hasard le maréchal Lauriston ?

M. DE POLIGNAC.

Non, le maréchal prince de Hohenlohe.

M. DE CHABROL.

C'était un étranger !

M. DE POLIGNAC.

Raison de plus, monsieur le comte, raison de plus.

M. DE CHABROL.

Vous plaisantez, sans doute ?

M. DE POLIGNAC.

Du tout, du tout, monsieur le comte. Mais il me paraît que vous ne m'avez pas bien compris. Vous savez que je suis un des héros de l'émigra-

tion ; la conspiration de Pichegru, mon procès, ma condamnation vous sont bien connus.

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince.

M. DE POLIGNAC.

Eh bien ! en choisissant un collègue dont le caractère politique soit l'objet de plus grandes préventions que le mien, je déplairai moins ; et, si l'on crie trop fort, je remercierai le collègue, je le prierai de s'en aller. En satisfaisant ainsi à l'opinion publique, en souscrivant à ce sacrifice, j'aurai l'air de m'amender, et il est impossible que je ne finisse par m'accréditer auprès de la nation. Mais, dussé-je conserver le collègue, vous voyez que mon projet est assez bien conçu.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure ; une telle explication était nécessaire, et je rends hommage à cette ingénieuse combinaison dont je ne me rendais pas compte d'abord. Mais quel général remplirait toutes les conditions exigées ?

M. DE POLIGNAC.

Voyons, cherchez, monsieur le comte, cherchez... Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille.

M. DE CHABROL.

Un tel personnage ne se trouve pas facilement... Je connais bien des généraux qui ont fait toutes sortes de métiers... mais... mais...

M. DE POLIGNAC.

Allons, j'ai pitié de votre embarras ; le général Bourmont...

M. DE CHABROL.

Le général Bourmont !... le transfuge de Waterloo !

M. DE POLIGNAC.

Lui-même !... Hein ! que pensez-vous du choix ?

M. DE CHABROL.

Mais que dira l'armée ? En tout temps les transfuges ont été l'objet du mépris public, et il y a dans la conduite de M. de Bourmont des circonstances qui justifieraient devant tous les tribunaux les plus odieuses épithètes, les plus violents reproches.

M. DE POLIGNAC.

Tant mieux : qu'on vienne maintenant me jeter à la tête ma peccadille de 1804 : je n'avais pas fait de sermens à Bonaparte, moi ! Je voulais rendre le trône à mes légitimes souverains. Le moyen que j'ai employé n'était pas très-doux, très-légal peut-être... Mais personne ne s'avisera de m'appeler un traître.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure... Mais songez que le nom du nouveau ministre de la guerre sera traîné dans la boue, et vous n'y pourrez mais ; nous recevrons nous-mêmes des éclaboussures. Diable ! c'est désagréable d'être obligé d'en passer par-là.

M. DE POLIGNAC.

Nous ne le garderons pas long-temps, je vous le promets : il me sera bien facile de détruire mon ouvrage...

M. DE CHABROL.

Pas si facile que vous voulez bien le croire. M. de Bourmont se débattrra comme le diable dans un bénitier ; il vous dira, comme certain personnage de l'Opéra-Comique :

Ce fauteuil est à mon gré,
J'y suis bien, j'y resterai.

M. DE POLIGNAC.

Nous verrons bien : s'il fait résistance, je le ferai empoigner par le marquis de Foucault et ses gendarmes.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure ; va pour le comte de Bourmont, mais avec des réserves et sous la condition que nous l'aurons le moins de temps possible pour collègue. Reste maintenant l'instruction publique

et les affaires ecclésiastiques. J'aurais pour ce ministère un homme excellent à vous proposer.

M. DE POLIGNAC.

Quel est-il ?

M. DE CHABROL.

Le maire de Toulouse, un ami intime de notre ami le comte de Villèle. Il est juste de récompenser le zèle dont il a multiplié les preuves dans la dernière session ; il a parlé dans toutes les séances en faveur de l'ancien ministère, tout comme si ses anciens patrons étaient encore à la tête des affaires.

M. DE POLIGNAC.

Je ne connais pas ce maire de Toulouse... N'est-ce pas un baron de Montbel ?

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince ; mais il n'est pas baron, à ce qu'on dit ; c'est égal, je crois ; mais si je ne garantis pas sa noblesse ni sa baronnie, toutefois je garantis son dévouement à la religion et à la monarchie.

M. DE POLIGNAC.

Accordé, accordé. Mais ne pourrions-nous pas faire d'une pierre deux coups, et diviser les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique ? Que votre baron de Montbel prenne l'instruction, nous aurons un autre ministère à donner ; le choix

de celui qui l'aura ne presse pas, et je ne suis pas fâché d'avoir encore quelque chose à ma disposition. Ainsi, nous avons six ministres.

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince, nous pourrions marcher.

M. DE POLIGNAC.

Je vais lancer maintenant l'ordonnance.

M. DE CHABROL.

A merveille... Vous n'oublierez pas, mon prince, que les finances sont pour moi.

M. DE POLIGNAC.

N'ayez aucune crainte, monsieur le comte.

M. DE CHABROL.

Mais, voyez-vous, mon prince, on a vu des distractions si singulières... Un nom pour un autre... faute de copiste, et bonsoir le ministère !

M. DE POLIGNAC.

Soyez sans inquiétude, et allez vous préparer à votre prochaine installation à l'hôtel de Rivoli.